

Institut Français de la Mode

Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de

Commissariat aux Comptes

29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

Institut Français de la Mode
Association
36 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'association Institut Français de la Mode

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Français de la Mode relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou,

si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-Sur-Seine, le 06 juin 2025

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton SAS
Membre français de Grant Thornton International

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by a horizontal stroke and a small dot.

Christophe Bonte
Associé

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	682 858	682 057	801	14 319
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	7 031 079	4 559 936	2 471 143	2 923 977
Avances et acomptes				21 506
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	185 000		185 000	185 755
Prêts				
Autres	857 479		857 479	783 891
TOTAL I	8 756 417	5 241 993	3 514 423	3 929 448
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	30 768	111 028	(80 260)	43 859
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 377 045	124 735	2 252 310	3 392 735
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	203 597		203 597	2 180 690
Valeurs mobilières de placement	8 000 000		8 000 000	1 000 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	13 112 379		13 112 379	13 397 906
Charges constatées d'avance	1 543 206		1 543 206	232 630
TOTAL II	25 266 995	235 763	25 031 232	20 247 819
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	34 023 411	5 477 757	28 545 655	24 177 268

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 529 510	5 322 813
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	2 169 675	2 206 696
Situation nette (sous total)	9 699 185	7 529 510
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	423 893	448 965
Provisions réglementées		
TOTAL I	10 123 078	7 978 475
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 440 403	1 261 877
TOTAL II	1 440 403	1 261 877
PROVISIONS		
Provisions pour risques	74 834	
Provisions pour charges	100 000	
TOTAL III	174 834	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 009 680	1 610 820
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 910 901	1 605 161
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 436 904	2 305 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	643 612	448 839
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	9 806 245	8 966 461
TOTAL IV	16 807 341	14 936 916
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	28 545 655	24 177 268

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	12 800	7 200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	20 476 316	18 925 541
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 856 085	3 103 997
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	817 988	655 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	870 554	626 896
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	543 526	557 312
Utilisations des fonds dédiés	13 408	153 154
Autres produits	(303)	(4 570)
TOTAL I	25 590 373	24 024 529
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	10 204 395	9 598 338
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	720 429	418 799
Salaires et traitements	8 139 177	7 379 453
Charges sociales	3 671 969	3 261 282
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	706 037	1 227 012
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	191 934	263 885
Autres charges	89 002	88 886
TOTAL II	23 722 944	22 237 654
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 867 429	1 786 875
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	518 405	208 482
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change	26	183
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	518 431	208 665
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 746	11 222
Différences négatives de change	11 841	374
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	19 588	11 596
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	498 843	197 070

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	2 366 272	1 983 945
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	85 088	131 083
Sur opérations en capital	136 209	158 367
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	221 296	289 450
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	243 060	22 770
Sur opérations en capital		4 952
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	174 834	38 976
TOTAL VI	417 893	66 698
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(196 597)	222 752
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	26 330 100	24 522 645
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	24 160 425	22 315 948
EXCEDENT OU DEFICIT	2 169 675	2 206 696
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	80 869	79 385
TOTAL	80 869	79 385
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	(80 869)	(79 385)
TOTAL	(80 869)	(79 385)

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Les comptes de l'exercice 2024 traduisent un développement de l'activité des programmes temps plein avec :

- L'effet « année académique » pleine » du Bachelor management et du CAP couture en temps plein,
- Le développement du programme certifiant Executive Advanced Management Program (AMP) in Fashion and Luxury avec le lancement de son extension diplômante l'Executive MSc in Strategic Management of Fashion and Luxury,
- Un renforcement de l'activité internationale Executive Education avec la réalisation de programmes avec le ministère de la Culture en Arabie Saoudite, en Chine et au Bénin pour la partie « incubateur ».

La stabilisation des charges en relation avec le développement de l'activité ont permis de dégager un excédent positif similaire à celui de l'année précédente de 2 169 675 euros sur un total des produits de 26 330 100 €.

Le positionnement de la recherche se renforce dans l'environnement de l'IFM avec 5 chaires : Chanel, Première Vision, Kering, LVMH et Mane pour un budget annuel de 775 K€.

R3ilab

A la demande du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, l'Institut FRANÇAIS de la MODE accueille et porte le R3ILAB (anciennement le R2iTH) depuis septembre 2009.

Le R3ILAB a décidé de clôturer ses activités de recherche fin 2023. Un dernier événement a eu lieu à Bercy le 12 janvier 2024 sous forme d'un colloque pour clôturer cette activité.

Les dernières dépenses sont comptabilisées en 2024 pour un montant de 12 385€ et les fonds dédiés restant seront restitués à la DGE. Ces fonds dédiés s'élèvent à 11 669 €.

Aide CFA

A titre exceptionnel, l'Institut a bénéficié d'une aide de la Région Ile de France dans le cadre du CFA à hauteur de 11,384 K€, comptabilisée en concours publics et subventions d'exploitation (aide forfaitaire au titre de la majoration de coûts de contrats d'apprentissage pour la campagne 2024).

Reprises de provisions exceptionnelles

Calcul des dépréciations clients

Dans une approche antérieure, le calcul des dépréciations clients était basé sur une dépréciation à 50% des créances de 6 à 12 mois puis 100% des créances à plus d'un an.

En 2024, le calcul s'est effectué de la manière suivante : dépréciation à 100% des créances à plus de 6 mois L'effet des dépréciations client sur la période est de 125 K€.

Un effort important de recouvrement des créances a été opéré sur l'exercice 2024, notamment sur les clients de formation continue et les factures des organismes OPCO. Nous avons considéré que les créances à plus de six mois constituaient maintenant un « noyau dur » et nous avons jugé plus prudent de durcir le mode opératoire de constitution des provisions pour créances douteuses.

Evènements postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas relevé d'événements postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur la lecture des comptes 2024 et l'activité de l'Institut Français de la Mode dans son ensemble.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 28 545 655 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 169 675 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28 avril 2025 par le Conseil d'Administration.

Objet de l'association

L'association a pour objet :

- L'enseignement supérieur, la formation en apprentissage et la formation continue aux métiers des industries de la mode et du luxe, notamment du textile, de l'habillement et de la haute couture.
- L'encouragement de la recherche et le développement de l'expertise dans les domaines liés à la mode et aux industries créatives connexes.
- Le suivi de la conjoncture et de l'activité économique des industries du textile, de l'habillement, de la mode et du luxe.
- La réalisation d'études et de travaux d'observation économique.
- De susciter toutes innovations et travaux d'intérêt général dans le cadre sus défini.

Moyens d'action

Afin de réaliser son objet, l'association pourra recourir aux moyens d'action suivants :

- Mise en œuvre de partenariats avec des acteurs institutionnels ou privés en lien avec les

industries des textiles, de la mode, du luxe et plus largement les industries créatives.

- Participation au capital de sociétés ou groupements dont les activités sont de nature à concourir à la réalisation de l'objet de l'Institut Français de la Mode.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/24 ont été établis et présentés conformément aux dispositions suivantes :

- Du règlement n°2014-03 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels,
- Du règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, abrogeant le règlement n°99-01 du Comité de la réglementation comptable
- Du règlement n° 2020-08 de l'Autorités des Normes Comptables relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

L'institut FRANÇAIS de la MODE applique la convention collective de l'enseignement privé indépendant pour le calcul des indemnités de fin de carrière.

Le montant des droits théoriques 2024 sont valorisés sur cette base.

L'indemnité de fin de carrière est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Un taux de sortie historique moyen de 2,57%. Nous avons pris une moyenne sur 3 ans pour ne pas avoir de variations trop importantes,
- La table de mortalité retenues pour notre étude sont les suivantes :
 - F : INSEE 2020-2022 Sexe féminin (métropole)
 - M : INSEE 2020-2022 Sexe masculin (métropole)

- Un taux d'actualisation de :

Maturité	Taux 2024
1.00	2.64%
2.00	2.61%
3.00	2.69%
4.00	2.76%
5.00	2.83%
6.00	2.90%
7.00	2.98%
8.00	3.06%
9.00	3.12%
10.00	3.17%
12.00	3.25%
15.00	3.37%
20.00	3.50%

Nous retiendrons pour nos calculs la courbe de taux au 31/12/2024.

- Une évolution des salaires de 3,4% pour l'ensemble du personnel (contre 3,5% en 2023),
- Un départ à la retraite à 65 ans pour l'ensemble du personnel (comme en 2023),
- Un taux de charges sociales de 44% (comme en 2023).

La réglementation française actuelle rend la mise à la retraite peu probable (conditions d'âge, taxe spécifique...), il nous a semblé nécessaire d'évaluer les engagements sous l'hypothèse d'un départ volontaire dès l'atteinte du taux plein de la sécurité sociale.

Le montant des droits théoriques ainsi calculés, acquis au 31/12/24, s'élève à 516 766 €. Il s'élevait à 2 235 889 € au 31/12/23.

Aucune provision n'a été constituée.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déductions des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Information sur le régime fiscal

L'IFM en tant qu'association est soumise à l'Impôt sur les Sociétés pour la partie lucrative. L'IFM ne paye pas d'IS actuellement compte-tenu des déficits des années antérieures.

L'IFM est à jour de ses cotisations et impôts (attestation de régularité fiscale au 01/04/25 remise au Commissaire Aux Comptes).

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de 857 479 euros correspondent aux dépôts de garantie versés conformément aux dispositions des baux en cours.

La variation de ce poste par rapport au 31/12/23 de 73 588 euros s'explique par des régularisations de comptes effectuées entre l'IFM et TELMMA (indexation du loyer).

Actif circulant

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO). Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

Une provision pour dépréciation de 10 % est pratiquée chaque année à compter de la 2e année.

Produits à recevoir

Ils sont inclus dans le poste « autres créances » pour un montant de 76 216 euros et concernent :

- La subvention de DEFI dans le cadre du financement de l'observatoire économique : 44 311 €
- La subvention de DEFI dans le cadre du financement DU Fashion Entrepreneur Center : 20 000 €
- La provision pour fonds libres de Taxe d'apprentissage : 11 905 €

Valeurs mobilières de placement

Les contrats détenus en portefeuille au 31/12/2024 s'élèvent à 8.000.000 €.

Un contrat de capitalisation a été souscrit en juillet 2015 pour un montant de 1 M€ auprès de ARKEA VIE PLUS. La comptabilisation dans le bilan est effectuée pour la valeur nominale soit 1M€ (compte 504100 Autres titres SURAVENIR). Les intérêts seront comptabilisés (frais de gestion déduits) à la clôture du compte. Ce contrat a été clôturé en juillet 2024.

4 contrats ont été souscrits en 07/2024 pour une valeur de 8 M€ auprès de la Société Générale :

- CAT à 9 mois : 1 000 000 €
- CAT à 2 ans : 1 000 000 €
- CAT à 3 ans : 1 000 000 €
- Produit SOGECAP : 5 000 000 €

Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 13 112 378,70 euros au 31/12/24.

Elles comprennent des liquidités placées en comptes sur livret rémunérés : 12 737 688, 43 euros.

Les intérêts courus sur comptes rémunérés à recevoir au titre de 2024 s'élèvent à 374 690,27 euros.

Charges constatées d'avance

Elles correspondent, par nature, à des achats de biens ou de services pour lesquels la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Leur évaluation au 31/12/2024 se décompose comme suit :

- Loyer et charges TELMMA	1 284 895 €
- Abonnements et maintenance informatique	126 088 €
- Abonnements documentation, études	76 224 €
- Assurances	35 947 €
- Archivage et divers	20 052 €
TOTAL	1 543 206 €

Dettes

Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement de l'exercice 2024 sont les suivantes :

	DATE SIGNATURE CONVENTION	COMPTE COMPTABLE	MONTANT	DATE DE PAIEMENT
DEFIA4 2024 009 MOBILIER SAVOIR FAIRE	25/09/2024	131000	27,462	9/12/2024
OPCO2I SUBVENTION INVESTISSEMENT CFA	2/7/2024	131000	151,115	ACOMPTE VERSE 75 558 (50%) LE 16/07/2024
REGION IDF SUBVENTION INVESTISSEMENT CFA	15/11/2024	131000	151,115	
TOTAL SUBVENTION INVESTISSEMENT IFM 2024			329,692	

Charges à payer

Les charges à payer sont inclus dans les postes suivants du bilan :

⇒ Dettes fournisseurs et comptes rattachés (factures non parvenues)	1 239 692 €
⇒ Dettes fiscales et sociales	2 436 904 €

Produits constatés d'avance

Ils s'élèvent à 9 806 245 euros et concernent des factures établies en 2024 pour des prestations à dispenser en 2025 :

• Elèves des programmes 2024/2025 suivants :	
- Mastère spécialisé en Management	399,000
- BSC	2,159,760
- Master de Création	1,109,627
- Master of Science in international Luxury Management	1,713,573
- Bachelors de création (B1, B2, B3)	2,458,005
- Prépa	85,629
- Programme Intensif en Management	362,727
- CAP Couture en Temps Plein	220,000
- Frais de dossier	24,290
- Executive MBA,	270,577
• Fashion Entrepreneur Ship Center	81,000
• AMP / E MSC	183,144
• Contrats d'apprentissage	322,911
• Formation Continue	12,889
• Etudes	2,750
• Chaire Kering	100,000
• Chaire Première Vision	50,000
• Projet RSE	200,000
• Fonds reçus d'HEC Paris pour des projets internationaux	50,363
TOTAL	9,806,245

Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits

	31/12/2024	31/12/2023
Enseignement supérieur (1)	14 387 985	12 918 405
Contrats d'apprentissage	2 694 694	2 748 316
Formation continue	3 113 968	2 795 218
Etude	7 567	127 040
Editions bibliothèque	1 977	9 090
Publication observatoire économique	28 236	31 880
Produits divers	241 586	291 021
Produits des activités	20 476 013	18 920 970
Subventions d'exploitation	2 764 700	2 748 336
Aide Région CFA	11 384	186 328
Contribution MESR	80 000	80 000
Contribution MESR complémentaire		80 000
Mécénats	817 988	655 000
Aide stage entreprise		9 333
Taxe d'apprentissage	870 554	626 896
Total produits de tiers financeurs	4 544 626	4 385 893
Reprise provisions et transferts de charges	543 526	557 312
Cotisations	12 800	7 200
Fonds dédiés	13 408	153 154
Total des produits d'exploitation	25 590 373	24 024 529

(1) inclus Summer School, Executive MBA et contrats de professionnalisation

Détail des subventions d'exploitation 2024

	DATE SIGNATURE CONVENTION	COMPTE COMPTABLE	MONTANT	DATE DE PAIEMENT
SUBVENTION EESPIG MESR DGESIP	27/06/2024	731000	80,000	5/7/2024
CONTRIBUTION DE VIE ETUDIANTE ET DE CAMPUS	12/7/2024	731000	49,624	01/02/2024 ET 16/07/2024
SUBVENTION PARTENARIAT SOCIETE GENERALE	12/7/2024	731000	1,000	29/10/2024
SUBVENTION HANDICAP DGFIP EDUCATION NATIONALE	14/11/2024	731000	4,000	25/11/2024
SUBVENTION D'EXPLOITATION CFA OPCO2I / REGION IDF		731000	22,403	31/12/2024
SUBVENTION EXCEPTIONNELLE PRINTEMPS	19/07/2023	733000	111,137	08/04/2024, 14/08/2024 et 23/12/2024
SUBVENTION MAJORATION COUTS CONTRATS 2024 IDF	11/10/2024	740008	11,384	14/11/2024
DEFI 2024	22/01/2024	731001	356,536	
A1 2024 009 OBSERVATOIRE			132,939	ACOMPTE VERSES 132 939.23€ LE 05/02/2024 ET 07/10/2024
A1 2024 009 OBSERVATOIRE			44,311	PROVISION 2024
A5 2024 009 DEFILE MA			83,000	9/12/2024
A5 2024 009 DEFILE BA			50,152	20/12/2024
A5 2024 009 IFM LABELS			20,000	PROVISION 2024
A5L2 22 009 FEC			26,134	20/12/2024
SUBVENTION DGE	18/04/2024	731002	2,220,000	19/04/2024
TOTAL SUBVENTION FONCTIONNEMENT			2,856,085	

Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 417 893 euros et se composent des éléments suivants :

- Subvention accordée BDE	65 000 €
- Sorties de stocks de livres Réaumur	143 510 €
- Charges sur opérations de gestion et divers	2 996 €
- Dotation aux amortissements exceptionnelle	174 833 €
- Charges sur exercice antérieurs	31 554 €

Les produits exceptionnels s'élèvent à 221 296 euros et se composent des éléments suivants :

- Prix LVMH	20 000 €
- Autres produits exceptionnels	65 087 €
- Subvention d'investissement virée au résultat	136 209 €

Immobilisations

IFM

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	693 194		78 439
TOTAL immobilisations incorporelles :	693 194		78 439
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	2 708 678		27 159
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 208 598		629 080
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	21 506		
TOTAL immobilisations corporelles :	6 938 782		656 239
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	185 755		110 000
Prêts et autres immobilisations financières	783 891		568 564
TOTAL immobilisations financières :	969 646		678 564
TOTAL GÉNÉRAL	8 601 623		1 413 242

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		88 775	682 858	
TOTAL immobilisations incorporelles :		88 775	682 858	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers		27 160	2 708 677	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		515 276	4 322 402	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		21 506		
TOTAL immobilisations corporelles :		563 942	7 031 079	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		110 755	185 000	
Prêts et autres immo. financières		494 976	857 479	
TOTAL immobilisations financières :		605 731	1 042 479	
TOTAL GÉNÉRAL		1 258 449	8 756 417	

Amortissements

IFM

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	678 876	72 335	69 153	682 057
TOTAL immobilisations incorporelles :	678 876	72 335	69 153	682 057
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	1 002 219	244 408	4 073	1 242 555
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	2 991 080	1 016 324	690 023	3 317 381
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 993 299	1 260 733	694 096	4 559 936
TOTAL GÉNÉRAL	4 672 174	1 333 067	763 249	5 241 993

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	72 335		
TOTAL immobilisations incorporelles :	72 335		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	244 408		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 016 324		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 260 733		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 333 067		

Produits à Recevoir

IFM

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	275 436 (131 210) 76 216
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	374 690
TOTAL	595 132

Provisions Inscrites au Bilan

IFM

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges		334 689	259 855	74 834
		594 238	494 238	100 000
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES		928 926	754 093	174 834

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
	151 784	2 049	42 804	111 028
	500 721	124 735	500 721	124 735
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	652 505	126 784	543 526	235 763

TOTAL GÉNÉRAL	652 505	1 055 710	1 297 618	410 597
----------------------	----------------	------------------	------------------	----------------

État des Échéances des Créances et Dettes

IFM

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 29/04/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	857 479		857 479
TOTAL de l'actif immobilisé :	857 479		857 479
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 377 045	2 377 045	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	39 295	39 295	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	13 568	13 568	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	37 212	37 212	
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	112 927	112 927	
TOTAL de l'actif circulant :	2 580 047	2 580 047	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 543 206	1 543 206	

TOTAL GÉNÉRAL	4 980 732	4 123 253	857 479
----------------------	------------------	------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 009 680	604 637	405 043	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 909 655	2 909 655		
Personnel et comptes rattachés	847 340	847 340		
Sécurité sociale et autres organismes	1 138 562	1 138 562		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	32 418	32 418		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	250 161	250 161		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	643 612	643 612		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	9 806 245	9 806 245		

TOTAL GÉNÉRAL	16 637 672	16 232 629	405 043	
----------------------	-------------------	-------------------	----------------	--

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	5 322 813	2 206 696						7 529 510
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	2 206 696	(2 206 696)		2 169 675				2 169 675
Dotations consommables								
Subventions d'investissements	448 965			111 137		136 209		423 893
Provisions réglementées								
TOTAL	7 978 475			2 280 812		136 209		10 123 078

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Subv projet IFM	616 653					616 653	
	Subv projet R3ilab	24 054		12 385			11 669	
	Subv projet chaire Chanel	186 204	57 092				243 296	
	Subv projet chaire Kéring	90 770	15 913				106 683	
	Subv projet chaire Première Visi	44 196		1 023			43 173	
	Subv projet chaire LVMH	300 000	66 637				366 637	
	Subv projet chaire Mane		52 292				52 292	
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
	TOTAL	1 261 877	191 934	13 408			1 440 403	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du pulic	TOTAL	Dont générosité du pulic
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	817 988	817 988	655 000	655 000
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels				
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	817 988	817 988	655 000	655 000
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	21 359 366		19 555 128	
2.1 Cotisations avec contrepartie	12 800		7 200	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	870 554		626 896	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	20 476 013		18 921 032	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 856 085		3 103 997	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	543 526		557 250	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	25 576 964	817 988	23 871 375	655 000
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	22 824 973		20 746 758	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	706 037		1 227 012	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	191 934		263 885	
TOTAL	23 722 944		22 237 654	
EXCEDENT OU DEFICIT	1 854 020	817 988	1 633 721	655 000

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION - SUITE

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du pulic	TOTAL	Dont générosité du pulic
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	80 869	80 869	79 385	79 385
Bénévolat	80 869	80 869	79 385	79 385
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	80 869	80 869	79 385	79 385
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	80 869	80 869	79 385	79 385
TOTAL	80 869	80 869	79 385	79 385

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 29/04/25

Devise d'édition EURO

EMPLOI PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES 1.1 Réalisées en France - Actions réalisées par l'organisme - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France 1.2 Réalisées à l'étranger - Actions réalisées par l'organisme - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS 2.1 Frais d'appel à la générosité du public 2.2 Frais de recherche d'autres ressources 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC 1.1 Cotisations sans contrepartie 1.2 Dons, legs et mécénats - Dons manuels - Legs, donations et assurances-vie - Mécénats 1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	817 988	655 000
				817 988	655 000
	626 054	391 115			
TOTAL DES EMPLOIS	626 054	391 115	TOTAL DES RESSOURCES	817 988	655 000
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS 5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	191 934	263 885	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS 3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	817 988	655 000	TOTAL	817 988	655 000
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

Tableau des effectifs du personnel présent au 31/12/2024

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT Temps Plein Annuel
	Hommes	Femmes	Total	
Cadres	21	42	63	
Employés / Technicien	35	62	97	
Apprenti	1	2	3	
TOTAL	57	106	163	116,34

AUTRES INFORMATIONS

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent pour l'année 2024 à 46 000 € HT (55 200 € TTC) au titre de :

- la certification des comptes : 37 600 €
- les autres services : 8 400 €